

Medienmitteilung

Les entreprises multinationales génèrent 42% du PIB suisse, mais une nouvelle enquête auprès des CEO révèle que 70% d'entre eux constatent une érosion des avantages liés à leur implantation géographique

Une nouvelle étude de McKinsey et de la Chambre de Commerce suisse-américaine souligne le rôle crucial des entreprises multinationales dans l'économie suisse. Sur la base d'une enquête menée auprès des chefs d'entreprise, cette étude identifie des mesures concrètes nécessaires pour garantir l'attractivité à long terme de la place économique face à la concurrence internationale.

Zurich, le 2 septembre 2026 – Bien que les entreprises multinationales ne représentent que 6% de toutes les entreprises en Suisse, elles génèrent 42% du PIB suisse et contribuent depuis 2014 aux trois quarts de la croissance économique nominale. Malgré un contexte mondial en pleine mutation, la Suisse est aujourd'hui plus productive que jamais. Toutefois, sept CEO sur dix interrogés constatent une détérioration d'au moins trois facteurs d'implantation essentiels par rapport aux pôles mondiaux, notamment en matière de réglementation, de fiscalité et d'infrastructures. Si la Suisse gagne en importance dans les domaines de la recherche et du développement ainsi que dans le secteur technologique, elle perd du terrain en ce qui concerne l'implantation de sièges sociaux internationaux.

Ce changement est déjà perceptible: la Suisse gagne en importance dans les domaines de la technologie et de l'intelligence artificielle, faisant passer sa part des délocalisations et nouvelles implantations de sièges sociaux de 15 à 22%. Parallèlement, elle perd du terrain dans le secteur pharmaceutique et de la santé (passant de 46% à 32%) et dans le secteur industriel (passant de 27% à 16%). Globalement, la Suisse demeure le premier pôle européen en matière de recherche et de développement, mais elle attire moins de sièges sociaux et de fonctions de direction internationaux qu'auparavant.

«La compétitivité de la Suisse n'est plus acquise. Notre enquête auprès des CEO le montre: la question n'est plus de savoir si nous resterons attractifs, mais si nous cultivons activement les conditions qui font cette attractivité», explique Michael Steinmann, Managing Partner de McKinsey Suisse. «Les entreprises multinationales constituent à cet égard un système d'alerte précoce: si leurs décisions d'investissement penchent de plus en plus en faveur d'autres pôles, c'est un indicateur important de la qualité du site à long terme.»

Trois facteurs concentrent les critiques des CEO: le critère «Ease of Doing Business», lié à la complexité et à la rapidité réglementaires (environ 70% constatent une détérioration), l'environnement fiscal à la suite de l'introduction du taux d'imposition minimum de l'OCDE (65%) et les goulets d'étranglement en matière d'infrastructures (60%). Près de 80% ne comparent plus la Suisse uniquement aux sites européens, mais plutôt aux pôles mondiaux tels que les États-Unis, Singapour et les Émirats arabes unis. Toutefois, en ce qui concerne les talents, la stabilité politique et les performances de la recherche, les scores attribués restent élevés: plus de 85% considèrent toujours les talents et l'innovation comme des atouts majeurs.

La rapidité, un facteur d'implantation critique

Selon les CEO, le principal désavantage concurrentiel ne provient pas de réglementations isolées, mais de l'accumulation de nombreux petits retards, tant pour les interminables procédures d'autorisation d'investissements dans des projets d'infrastructure que pour les permis de travail pour des talents étrangers. Les tensions géopolitiques, les nouvelles barrières commerciales, les incertitudes concernant les relations avec l'UE, le taux d'imposition minimum de l'OCDE, une politique commerciale américaine plus active et la force du franc suisse accentuent encore la pression concurrentielle.

Rahul Sahgal, CEO de la Chambre de Commerce suisse-américaine, souligne: «La Suisse ne peut pas rivaliser avec les grandes économies au niveau de la taille de marché ou des subventions, mais elle peut les surpasser par sa performance, sa rapidité et sa fiabilité. Nous devons exploiter à nouveau cet avantage de manière stratégique. Pour ce faire, il faut agir plus rapidement et s'engager clairement et fermement en faveur de la croissance économique, car sans croissance, nous ne pourrions pas préserver notre prospérité actuelle.»

Cinq champs d'action: agir plutôt qu'attendre

Le rapport identifie cinq champs d'action centraux: les talents internationaux, les processus réglementaires, la prévisibilité fiscale, les infrastructures et le positionnement stratégique de la Suisse vis-à-vis de l'UE, des États-Unis et de l'Asie. Selon les auteurs, une place économique forte ne se caractérise pas par une déréglementation à tout prix, mais par des conditions-cadres efficaces, proportionnées et prévisibles qui favorisent l'innovation, l'investissement et la croissance.

«La Suisse n'a pas besoin de se réinventer, elle doit cultiver systématiquement les atouts qui ont fait d'elle l'économie la plus attractive d'Europe. Il est crucial de ne pas nous reposer sur nos lauriers. La prospérité à long terme de la Suisse dépend de conditions-cadres compétitives pour les entreprises actives à l'international. Si nous perdons en rapidité, nous perdons en pertinence», concluent Michael Steinmann et Rahul Sahgal.

En bref: l'importance des entreprises multinationales pour la Suisse

- Environ **6%** de toutes les entreprises sont des groupes multinationaux.
- Elles représentent **33%** des emplois et génèrent **42%** du produit intérieur brut.
- Depuis 2014, **75%** de la croissance du PIB nominal est imputable aux entreprises multinationales.
- Elles contribuent à **plus de la moitié** des recettes provenant de l'impôt fédéral direct sur les bénéfices des entreprises.
- Depuis 2020, les implantations de sièges sociaux ont créé environ **20 000** emplois directs et indirects.
- Ces implantations génèrent chaque année environ **CHF 6,4 milliards** de rendements économiques supplémentaires et **CHF 1,3 milliard** de recettes fiscales supplémentaires.

L'étude complète «*Climbing higher. Securing Switzerland's competitiveness in a changing landscape*» est disponible à partir du 3 septembre à 8h00 en cliquant sur [ce lien](#).

À propos du rapport

Le rapport «Climbing higher» analyse la compétitivité de la Suisse face à la concurrence internationale. Il fait suite à l'étude «Switzerland Wake Up» (2019) réalisée par McKinsey et la Chambre de Commerce suisse-américaine. Méthodologie: l'étude repose sur trois piliers – (1) une base de données exclusive recensant les transferts de sièges sociaux de grandes entreprises (chiffre d'affaires annuel > CHF 1 milliard) dans cinq pays européens (Suisse, Irlande, Pays-Bas, Luxembourg, Grande-Bretagne) sur la période 2014-2025, basée sur plus de 200 sources primaires spécifiques à chaque pays; (2) des analyses quantitatives du rôle économique des entreprises multinationales, basées sur des données de l'Office fédéral de la statistique et de l'Administration fédérale des finances; (3) plus de 60 entretiens structurés avec des CEO et des dirigeants d'entreprises et d'institutions multinationales en Suisse et à l'étranger, au cours desquels les facteurs d'implantation ont été évalués en fonction de leur importance et de leur performance relative.

À propos de McKinsey

McKinsey est un cabinet de conseil en management international qui aide les organisations à atteindre une croissance durable et inclusive. Nous travaillons avec des clients des secteurs privé, public et social afin de résoudre des problèmes complexes et de créer des changements positifs pour toutes les parties prenantes. Nous combinons des stratégies audacieuses et des technologies transformatrices pour aider les entreprises à innover de manière plus durable, à réaliser des gains de performance sur le long terme et à constituer des effectifs performants pour cette génération et les prochaines. En Suisse, McKinsey possède des bureaux à Zurich et à Genève. Les équipes de McKinsey sont présentes dans plus de 130 villes et 65 pays à travers le monde. McKinsey a été fondée en 1926, le premier bureau suisse a ouvert en 1961. Bob Sternfels est Managing Partner mondial depuis 2021. Michael Steinmann est Managing Partner pour la Suisse depuis 2022.

À propos de la Chambre de Commerce suisse-américaine

La Chambre de Commerce suisse-américaine (Swiss AmCham) est la plus grande association d'entreprises multinationales en Suisse. Elle traite des questions relatives à la libre circulation des marchandises, des services, des personnes et des investissements entre la Suisse et les États-Unis. Ce travail inclut notamment les questions fiscales et réglementaires, les conventions de double imposition, le commerce, l'immigration, les permis de travail, la protection des investissements, l'accès non discriminatoire au marché, ainsi que les informations sur les caractéristiques spécifiques des deux marchés. Cette association représente également les intérêts des entreprises multinationales en Suisse, quelles que soient leur origine ou leur taille, et renforce ainsi la compétitivité de la place économique suisse. La Chambre de Commerce suisse-américaine informe les parties prenantes concernées, développe des réseaux et défend les intérêts prioritaires auprès des décideurs politiques, des administrations, des médias, des organisations diplomatiques et du monde économique. Pour ce faire, elle travaille en étroite collaboration avec des associations apparentées. Elle ne bénéficie d'aucun soutien financier de l'État.

Contact presse

Yannick Orto, Head of Communications chez McKinsey Suisse
+41 79 477 87 77, yannick_orto@mckinsey.com

Rahul Sahgal, CEO de la Chambre de Commerce suisse-américaine
rahul.sahgal@amcham.ch